



MANUFACTURES
NATIONALES - SÈVRES
MOBILIER NATIONAL

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

(Commun à tous les lots)

Maintenance et révision des métiers à tisser, fabrication d'outillages spécifiques aux métiers à tisser et fabrication de métiers « école » pour les manufactures textiles des Gobelins, de Beauvais et de Savonnerie, et leurs ateliers écoles.

Marché n° 2025-AOO-25

Manufactures nationales-Sèvres & Mobilier national
Manufactures des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie
Ecole des arts textiles
1 rue Barbier du Mets
75013 Paris

Table des matières

1. OBJET ET FORME DU MARCHÉ	4
1.1. Identification du pouvoir adjudicateur	4
1.2. Présentations Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national	4
1.3. Objet du marché	4
1.4. Précision terminologique	5
1.5. Allotissement du marché	5
1.6. Durée et reconductions des marchés	5
1.7. Liste des annexes au présent CCTP	6
2. DISPOSITIONS GENERALES COMMUNES A TOUS LES LOTS	6
2.1. Description des prestations attendues	6
2.2. Description générale des modèles de métiers à tisser	9
2.3. Prestations à bons de commande	10
2.4. Délais d'exécution	11
2.5. Lieux d'exécution du marché : les ateliers des manufactures textiles	12
2.6. Connaissance des sites et du parc de métiers à tisser	13
2.7. Accès aux sites	13
2.8. Suivi des prestations et rapports d'intervention	14
3. REPRESENTANTS DES MANUFACTURES NATIONALES – SEVRES & MOBILIER NATIONAL	14
4. MOYENS HUMAINS ATTENDUS	15
4.1. Garantie générale de compétence	15
4.2. Equipe affectée au marché	15
4.3. Gestionnaire du marché	15
4.4. Remplacement à la demande des Manufactures nationales	16
4.5. Tenue et comportement du personnel du titulaire	16
5. PRESCRIPTIONS GENERALES DES PRESTATIONS ATTENDUES	16
5.1. Gestion et tenue des stocks	16
5.2. Nettoyage des locaux après prestation	17
5.3. Enlèvement et traitement des déchets	17
5.4. Dégradations des locaux de l'établissement des Manufactures nationales	18
5.5. Objectifs environnementaux	18
6. SUIVI D'EXECUTION DES PRESTATIONS	18
6.1. Réunion de lancement du marché et mise en place du marché	18
6.2. Réunion annuelle et rapport d'activité annuel	19
6.3. Réunion de fin du marché	19
7. PRESCRIPTIONS D'HYGIENE ET DE SECURITE	20
7.1. Consignes de sécurité	20

7.2	Equipements de protection individuelle (EPI).....	20
7.3	Plans de prévention des risques.....	20
7.3.1	Plan principal de prévention des risques (PPPR) annuel.....	20
7.3.2	Inspection commune préalable (ICP) principale	21
7.3.3	Plans secondaires de prévention des risques (PSPR) et ICP associées.....	22
7.4	Travaux par points chauds.....	22
7.5	Branchements électriques.....	23
7.6	Matériel de travail en hauteur	23
7.6.1	Echelles et escabeaux.....	23
7.6.2	Plateformes et échafaudages.....	24
7.7	Précautions d'usage des matériels et machines	24

1. OBJET ET FORME DU MARCHE

1.1. Identification du pouvoir adjudicateur

La présente consultation est lancée par et pour le Mobilier national – Musée national de céramique – Musée national Adrien Dubouché – Manufactures nationales de Sèvres, des Gobelins, de Beauvais et de la Savonnerie – Atelier de recherche et création – Ateliers de dentelles d’Alençon et du Puy-en-Velay, ci-après désigné « l’établissement public Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national », « le pouvoir adjudicateur » ou « l’acheteur ».

Nom et adresse officiels de la personne publique :

Etablissement public Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national

1, rue Berbier du Mets - 75013 Paris

Téléphone : 01 44 08 52 00

1.2 Présentations Manufactures nationales – Sèvres & Mobilier national

Issues de la réunion du Mobilier national et de la Cité de la céramique - Sèvres & Limoges, les Manufactures nationales ont été créées le 1er janvier 2025 pour promouvoir l’excellence des savoir-faire français et mettre en valeur la richesse de ce patrimoine matériel et immatériel avec plus de 53 métiers d’art exercés au sein de ses manufactures et ateliers.

Unique au monde, ce nouveau pôle public dédié aux arts décoratifs, aux métiers d’art et au design marie patrimoine et création pour jouer un rôle central dans la mise en œuvre de la stratégie nationale en faveur des métiers d’art.

Son action porte autour de 6 axes prioritaires : la formation ; la recherche ; la création ; le soutien à l’écosystème fragile des métiers d’art ; la valorisation du patrimoine ; le rayonnement international des savoir-faire.

Héritier de quatre siècles d’histoire, il est constitué de : 2 musées (le musée national de céramique à Sèvres ; le musée national Adrien Dubouché à Limoges), 9 manufactures et ateliers de création (dont la manufacture nationale de Sèvres, la manufacture de tapisserie des Gobelins ; la manufacture de tapisserie de Beauvais ; la manufacture de tapis de Savonnerie ; les ateliers de dentelles d’Alençon et du Puy-en-Velay ; l’atelier de recherche et de création en mobilier contemporain), 7 ateliers de restauration et une mission de l’ameublement et de l’Ecole des arts textiles déployée sur deux sites à Paris et à Lodève.

Résolument tourné vers les territoires, ce pôle public est implanté dans 8 départements : à Paris, dans les Hauts-de-Seine (Sèvres), dans l’Hérault (Lodève), dans la Creuse (Aubusson), dans l’Orne (Alençon), en Haute-Loire (Puy-en-Velay), en Haute-Vienne (Limoges) et dans l’Oise (Beauvais).

1.3 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de maintenance et de révision des métiers à tisser, la fabrication d’outillages spécifiques aux métiers à tisser et la fabrication de métiers « école » pour les manufactures textiles des Gobelins, de Beauvais et de Savonnerie, et leurs ateliers écoles.

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun à tous les lots, entend définir et préciser les prestations et les modalités d’exécution attendues du titulaire de chaque lot.

Le marché porte sur des prestations de fournitures et de services.

1.4 Précision terminologique

Il est entendu par « titulaire » l'entreprise attributaire du marché pour le(s) lot(s) qui la concerne(nt), pour son propre compte ou en tant que mandataire d'un groupement d'entreprises.

1.5 Allotissement du marché

Le marché est alloti de la façon suivante :

- Lot n°1 : **Maintenance et révision des métiers à tisser (de production et école, de tailles petites à très grandes, en structure bois ou métal), fabrication d'outillages spécifiques** aux métiers à tisser pour les manufactures textiles des Gobelins, de Beauvais et de Savonnerie, et leurs ateliers écoles, sur les sites de Paris, Beauvais et Lodève.
- Lot n°2 : **Fabrication de métiers « école », en structure bois**, pour les ateliers écoles des manufactures textiles des Gobelins et de Savonnerie, **de petite taille (- 2m), pour le site de Paris (75).**
- Lot n°3 : **Fabrication de métiers « école », en structure métal**, pour l'atelier école de la manufacture textile de Savonnerie, **de petite taille (- 2m), pour le site de Lodève (34).**

1.6 Durée et reconductions des marchés

Lot n°1

Le lot n°1 est conclu pour une durée ferme de quatre (4) ans à compter de sa date de notification.

Lot n°2

Le lot n°2 est conclu pour une durée ferme de deux (2) ans à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre est reconductible une fois (1) fois pour une durée de deux (2) ans, par tacite reconduction. La durée maximum de l'accord-cadre est donc de quatre (4) ans, reconduction éventuelle incluse.

Lot n°3

Le lot n°3 est conclu pour une durée ferme de deux (2) ans à compter de sa date de notification.

L'accord-cadre est reconductible une fois (1) fois pour une durée de deux (2) ans, par tacite reconduction. La durée maximum de l'accord-cadre est donc de quatre (4) ans, reconduction éventuelle incluse.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Dans l'hypothèse où l'établissement Manufactures nationales ne souhaiterait pas reconduire le marché, il en informera le(s) titulaire(s) par courrier recommandé au plus tard deux (2) mois avant la date anniversaire.

1.7 Liste des annexes au présent CCTP

Les spécifications techniques des métiers à tisser sont décrites en annexes du présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun à tous les lots.

Le présent CCTP comporte 10 annexes :

- CCTP - Annexe n°1 - Liste des métiers Production - Manufacture des Gobelins (Paris)
- CCTP - Annexe n°2 - Liste des métiers Production - Manufacture de Beauvais (Paris)
- CCTP - Annexe n°3 - Liste des métiers Production - Manufacture de Beauvais (Beauvais ville)
- CCTP - Annexe n°4 - Liste des métiers Production - Manufacture de Savonnerie (Paris)
- CCTP - Annexe n°5 - Liste des métiers Production - Manufacture de Savonnerie (Lodève)
- CCTP - Annexe n°6 - Liste des métiers Ecole - Haute-lice (Paris)
 - Annexe n°6.1 - Métiers Ecole - Haute-lice (Paris) et salle concours - Liste technique
 - Annexe n°6.2 - Métiers Ecole - Haute-lice (Paris) - Photos métiers atelier école
 - Annexe n°6.3 - Métiers Ecole - Haute-lice (Paris) - Photos métiers salle concours
 - Annexe n°6.4 - Métiers Ecole - Haute-lice (Paris) - Plan atelier école
 - Annexe n°6.5 - Métiers Ecole - Haute-lice (Paris) - Plan Salle Concours
- CCTP - Annexe n°7 - Liste des métiers Ecole - Basse-lice (Paris)
 - Annexe n°7.1 - Métiers Ecole - Basse-lice (Paris) - Liste technique
 - Annexe n°7.2 - Métiers Ecole - Basse-lice (Paris) - Photos métiers atelier école
 - Annexe n°7.3 - Métiers Ecole - Basse-lice (Paris) - Photos métiers salle concours
 - Annexe n°7.4 - Métiers Ecole - Basse-lice (Paris) - Plan atelier école
 - Annexe n°7.5 - Métiers Ecole - Basse-lice (Paris) - Plan Salle Concours
- CCTP - Annexe n°8 - Liste des métiers Ecole - Savonnerie (Paris)
 - Annexe n°8.1 - Métiers Ecole - Savonnerie (Paris) - Liste technique
 - Annexe n°8.2 - Métiers Ecole - Savonnerie (Paris) - Photos métiers atelier école
 - Annexe n°8.3 - Métiers Ecole - Savonnerie (Paris) - Photos métiers salle concours
 - Annexe n°8.4 - Métiers Ecole - Savonnerie (Paris) - Plan atelier école
 - Annexe n°8.5 - Métiers Ecole - Savonnerie (Paris) - Plan Salle Concours
- CCTP - Annexe n°9 - Plan technique création métier école – Catusse
- CCTP – Annexe n°10 – Inventaire des métiers à tisser par typologie, modèle et structure (au 14.04.25)

2. DISPOSITIONS GENERALES COMMUNES A TOUS LES LOTS

2.1. Description des prestations attendues

Lot n°1

Les prestations de maintenance et de révision ont pour objectifs de rétablir les métiers à tisser (de production et école, de tailles petites à très grandes, en structure bois ou métal), dans un état de

fonctionnement permanent au moyen du renouvellement de pièces usées ou endommagées et/ou du remplacement d'un équipement défaillant et non réparable.

- **Les prestations de maintenance peuvent être à la fois préventives, pour anticiper et éviter les pannes, et curatives, pour réparer rapidement les pannes.** Ainsi les interventions pourront être, selon leur nature, anticipées et planifiées dans le temps ou planifiées en dernière minute et menées en urgence (dans le cadre d'un besoin de dépannage urgent).
- **Dans ce cadre, le titulaire peut être amené à effectuer des actions de remplacement, de modification ou d'amélioration de tout ou partie d'un équipement des métiers à tisser (de production ou école).**

Ces prestations peuvent concerner :

- Des révisions totales d'un métier : désassemblage, évacuation vers l'atelier du prestataire pour révision des mécanismes et remise en état, remontage au sein de l'atelier de la manufacture et mise en service
- Des révisions localisées des métiers au niveau des ensouples des métiers : révision totale des ensouples (ponçage, vernis et révision des capots, dans l'atelier de la manufacture, avec remise en service) ; remplacement à neuf d'un capot d'ensouple ; petites interventions sur les ensouples (bouchement des gerces, réglage du niveau des ensouples, contrôle du parallélisme des jumelles, graissage/dégraissage de mécanisme)
- Des révisions partielles d'éléments des métiers : révision et entretien du système de tension du métier
- La fourniture de pièces sur mesure pour maintenance et révision : fourniture et pose de verdillon ; fourniture et pose de pièces en acier usinées finition antirouille (rocher, valets) ; fourniture de pièces en bois usinées qualité menuiserie pour remplacement des pièces existantes.

- **Les prestations peuvent également concerner la fabrication –et l'installation– d'outillages spécifiques aux métiers à tisser nécessaire à leur bon fonctionnement et/ou leur bonne utilisation.**

Ces prestations peuvent concerner :

- La fabrication d'éléments constitutifs des métiers : fabrication de râteau bois, vautoir (ou peigne) ; fabrication et entretien de banc de Savonnerie.
- La fabrication d'éléments complémentaires des métiers : fabrication et entretien de rouet, fabrication de métier à tisser des lices (pour les métiers de Basse-lice), fabrication de dévidoir pour écheveaux.
- Des prestations de bureau d'étude pour conception de pièces nouvelles, réalisation de plans d'exécution.

- **Les prestations de maintenance et révision incluent la fourniture d'éléments nécessaires aux opérations de maintenance curative dans les ateliers (mise en place d'étaisements avec fourniture de sapin pour étaielement), ainsi que le transport pour la livraison ou enlèvement de matériel (par camion auto déchargeable ou par grue mobile)**

- **Les prestations de maintenance et révision concernent les différents sites des Manufactures nationales sur le territoire français, à Paris (75), Beauvais (60) et Lodève (34).** Le prestataire sera donc amené à effectuer des déplacements sur ces 3 villes dans le cadre de ses interventions (déplacement simple sans nécessité de logement sur place ou grand déplacement avec nécessité de logement dans un hôtel).
- **Les prestations de maintenance et de révision des métiers à tisser (de production ou école) ne doivent en aucun cas conduire à leur reconstruction complète.** Ces dernières sortent alors du champ de la maintenance et du périmètre du lot n°1 du présent marché.

Lot n°2

La prestation de fabrication de métiers « école », de petite taille (- 2m) et en structure bois, sur le site de Paris (75), a pour objectif de permettre une fabrication « complète » de nouveaux métiers incluant : la conception, la fabrication, la livraison et la mise en service (et suivi de la mise en service).

- Le lot n°2 du présent marché concerne uniquement les métiers école de **petite taille (- 2m), en structure bois, pour les écoles de la Manufacture des Gobelins et de la Manufacture de Savonnerie** situées à Paris :
 - atelier école de la Manufacture des Gobelins pour les métiers « Ecole Haute-Lice »
 - atelier école de la Manufacture de Savonnerie pour les métiers « Ecole Savonnerie »
- **La prestation de fabrication s'accompagne d'une garantie d'une durée de 2 ans minimum après la mise en service du métier à tisser**, prévoyant l'accompagnement à la bonne utilisation et le suivi de son bon fonctionnement (incluant d'éventuelles opérations de dépannage). Au-delà de cette période, les prestations de maintenance et de révision du métier seront couvertes par le lot 1 du présent marché.
- **Dans ce cadre, le prestataire sera amené à conduire deux types de prestations :**
 - **Les prestations de fabrication totale d'un métier "école" en structure bois :** comprenant dossier technique de plans d'ensembles et plans détaillés ; démontage du métier à tisser et évacuation (avec récupération des outillages et pièces lorsque possible) ; fourniture du métier neuf ; livraison ; mise en service dans l'atelier de la manufacture. Concernant la mise en service du métier dans l'atelier école, celle-ci inclut les réglages techniques du métier le jour de l'installation sur site école de celui-ci et dans les semaines suivantes, si nécessaire dans le cadre du suivi de mise en service.
 - **Les prestations d'intervention de maintenance préventive ou curative dans le cadre de la garantie de fabrication** des métiers fabriqués par ce dernier.

Lot n°3

La prestation de fabrication de métiers « école », de petite taille (- 2m) et en structure métal, sur le site de Lodève (34), a pour objectif de permettre une fabrication « complète » de nouveaux métiers incluant : la conception, la fabrication, la livraison et la mise en service (et suivi de la mise en service).

- Le lot n°3 du présent marché concerne uniquement les métiers école de **petite taille (- 2m), en structure métal, pour l'école de la Manufacture de Savonnerie** située à Lodève :

- atelier école de la Manufacture de Savonnerie pour les métiers « Ecole Savonnerie »
- **La prestation de fabrication s'accompagne d'une garantie d'une durée de 2 ans minimum après la mise en service du métier à tisser**, prévoyant l'accompagnement à la bonne utilisation et le suivi de son bon fonctionnement (incluant d'éventuelles opérations de dépannage). Au-delà de cette période, les prestations de maintenance et de révision du métier seront couvertes par le lot 1 du présent marché.
- **Dans ce cadre, le prestataire sera amené à conduire deux types de prestations :**
 - **Les prestations de fabrication totale d'un métier "école" en structure métal :** comprenant dossier technique de plans d'ensembles et plans détaillés ; démontage du métier à tisser et évacuation (avec récupération des outillages et pièces lorsque possible) ; fourniture du métier neuf ; livraison ; mise en service dans l'atelier école de la manufacture. Concernant la mise en service du métier dans l'atelier école, celle-ci inclut les réglages techniques du métier le jour de l'installation sur site école de celui-ci et dans les semaines suivantes, si nécessaire dans le cadre du suivi de mise en service.
 - **Les prestations d'intervention de maintenance préventive ou curative dans le cadre de la garantie de fabrication des métiers** fabriqués par ce dernier.

2.2 Description générale des modèles de métiers à tisser

Les typologies des métiers à tisser diffèrent selon :

- 1/ Les techniques de tissage de chaque atelier :
 - Haute-lice,
 - Basse-lice,
 - Savonnerie ;
- 2/ Les utilisations des métiers :
 - Production,
 - Ecole ;
- 3/ Les tailles des métiers (longueur) :
 - Petit (- 2m),
 - Moyen (2 à 4 m),
 - Grand (4 à 6 m),
 - Très grand (+ 6 m) ;
- 4/ Le matériau principal de la structure du métier :
 - Bois,
 - Métal.

Au sein de chacune des typologies de métier à tisser décrites ci-précédemment, chaque métier est unique (taille, poids, époque de fabrication notamment).

Les tailles des métiers à tisser s'entendent par une prise de mesure parallèle aux ensouples.

Le lot n°1 du présent marché couvre les modèles de métier présentés dans le tableau suivant :

Typologie	Modèle	Struture
Production Haute-lice	Moyen (2 à 4 m)	Bois
Production Haute-lice	Grand (4 à 6 m)	Bois
Production Haute-lice	Très grand (+ 6 m)	Bois
Production Haute-lice	Grand (4 à 6 m)	Métal
Production Basse-lice	Petit (- 2m)	Métal
Production Basse-lice	Moyen (2 à 4 m)	Métal
Production Basse-lice	Grand (4 à 6 m)	Métal
Production Savonnerie	Petit (- 2m)	Bois
Production Savonnerie	Moyen (2 à 4 m)	Bois
Production Savonnerie	Grand (4 à 6 m)	Bois
Production Savonnerie	Très grand (+ 6 m)	Bois
Production Savonnerie	Moyen (2 à 4 m)	Métal
Ecole Haute-lice	Petit (- 2m)	Bois
Ecole Haute-lice	Moyen (2 à 4 m)	Bois
Ecole Haute-lice	Grand (+ 4 m)	Bois
Ecole Haute-lice	Petit (- 2m)	Métal
Ecole Basse-lice	Napoléon (1,45 m)	Métal
Ecole Basse-lice	Petit (- 2m)	Métal
Ecole Basse-lice	Moyen (2 à 4 m)	Métal
Ecole Savonnerie	Petit (- 2m)	Bois
Ecole Savonnerie	Moyen (2 à 4 m)	Bois
Ecole Savonnerie	Petit (- 2m)	Métal
Ecole Savonnerie	Moyen (2 à 4 m)	Métal

Le lot n°2 du présent marché couvre les modèles de métier présentés dans le tableau suivant :

Typologie	Modèle	Struture
Ecole Haute-lice	Petit (- 2m)	Bois
Ecole Savonnerie	Petit (- 2m)	Bois

Le lot n°3 du présent marché couvre les modèles de métier présentés dans le tableau suivant :

Typologie	Modèle	Struture
Ecole Savonnerie	Petit (- 2m)	Métal

2.3 Prestations à bons de commande

Pour chaque lot, les prestations donnent systématiquement lieu à un devis préalable à leur réalisation, établi sur la base des prix du bordereau des prix unitaires (BPU).

Les devis doivent être transmis au représentant des Manufactures nationales qui en a émis la demande, soit dans un délai maximal d'une (1) semaine calendaire, soit à la date du signalement par les Manufactures nationales pour les demandes en urgence relatives au lot 1.

Les devis validés par les Manufactures nationales donnent lieu à l'édition d'un bon de commande qui est transmis au titulaire par mél par le Service budgétaire et comptable.

Le détail des prestations de maintenance et révision des métiers à tisser, de fabrication d'outillages spécifiques aux métiers à tisser et de fabrication de métiers « école », couvertes par ce marché, sont précisées dans le BPU, pour les manufactures textiles des Gobelins, de Beauvais et de Savonnerie, et leurs ateliers écoles.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont précisées à l'article 11 du CCAP commun à tous les lots.

Modalités d'émission des commandes :

- Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le Titulaire.
- Le Titulaire peut être amené à exécuter plusieurs bons de commande simultanément.
- Le Titulaire se conforme strictement aux prescriptions contenues dans les bons de commandes. Par dérogation, lorsque le titulaire estime que ces prescriptions appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit au représentant du pouvoir adjudicateur dans un délai de cinq jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande.
- L'acheteur public se réserve la possibilité d'annuler certains bons de commande ou d'émettre des bons de commande modificatifs en fonction de l'ajustement du besoin réel. Ces annulations ou modifications de bons de commande ne pourront donner lieu à aucune réclamation ou indemnisation du Titulaire de l'accord-cadre.
- Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard trois (3) mois suivant la fin de marché du lot concerné.

2.4 Délais d'exécution

Pour le lot n°1, le titulaire est soumis au respect des délais d'exécution et de livraison précisés ci-dessous :

- Maintenance et révision des métiers à tisser : **intervention à débiter 3 semaines maximum après la validation de la commande** auprès du titulaire ;
- Fabrication d'outillages spécifiques aux métiers à tisser : **prestation à livrer 8 semaines maximum après la validation de la commande** auprès du titulaire ;
- Dans le cas d'une prestation de dépannage en urgence, pour la maintenance des métiers à tisser, le délai d'intervention est réduit à : **7 jours ouvrés maximum après validation de la commande**.

Pour les lots n°2 et n°3, le titulaire est soumis au respect des délais d'exécution et de livraison précisés ci-dessous :

- Fabrication de métiers « école » : **prestation à livrer 12 semaines maximum après la validation de la commande** auprès du titulaire.

2.5 Lieux d'exécution du marché : les ateliers des manufactures textiles

Le présent marché a pour périmètre géographique les sites des ateliers des manufactures textiles de l'établissement des Manufactures nationales, répartis sur 3 villes : Beauvais (Oise), Paris, Lodève (Hérault).

Pour chaque lot, les lieux d'exécution des prestations sont les suivants :

- Lot n°1 : **Maintenance et révision des métiers à tisser (de production et école, de tailles petites à très grandes, en structure bois ou métal), fabrication d'outillages spécifiques** aux métiers à tisser pour les manufactures textiles des Gobelins, de Beauvais et de Savonnerie, et leurs ateliers écoles, sur les sites de Paris, Beauvais et Lodève.

Pour le lot n°1, le prestataire sera amené à effectuer les prestations au sein de son atelier et/ou dans les différents sites des manufactures listés ci-après :

- A Paris :
 - Manufacture des Gobelins : 42 avenue des Gobelins, 75013 Paris ;
 - Manufacture de Beauvais – atelier Paris : 1 bis rue Barbier du Mets, 75013 Paris ;
 - Manufacture de Savonnerie – atelier Paris : 1 bis rue Barbier du Mets, 75013 Paris ;
 - Atelier école de la manufacture des Gobelins : 42 avenue des Gobelins, 75013 Paris ;
 - Atelier école de la manufacture de Beauvais : 1 bis rue Barbier du Mets, 75013 Paris ;
 - Atelier école de la manufacture de Savonnerie à Paris : 1 bis rue Barbier du Mets, 75013 Paris ;
 - Salle concours école : 42 avenue des Gobelins, 75013 Paris.
 - A Beauvais (Oise) :
 - Manufacture de Beauvais – atelier Beauvais : 24 rue Henri Brispot, 60000 Beauvais
 - A Lodève (Hérault) :
 - Manufacture de Savonnerie – atelier Lodève : 1 allée des licières, 34700 Lodève ;
 - Atelier école de la manufacture de Savonnerie à Lodève : 1 allée des licières, 34700 Lodève.
 - Lot n°2 : **Fabrication de métiers « école », en structure bois**, pour les ateliers écoles des manufactures textiles des Gobelins et de Savonnerie, **de petite taille (- 2m)**, pour le site de Paris (75).
- Pour le lot n°2, le prestataire sera amené à effectuer les prestations au sein de son atelier et/ou dans les différents espaces écoles, du site de Paris, des manufactures des Gobelins et de Savonnerie listés ci-après :
- Atelier école de la manufacture des Gobelins : 42 avenue des Gobelins, 75013 Paris ;
 - Atelier école de la manufacture de Savonnerie à Paris : 1 bis rue Barbier du Mets, 75013 Paris ;

- Salle concours école : 42 avenue des Gobelins, 75013 Paris.
- Lot n°3 : **Fabrication de métiers « école », en structure métal**, pour l'atelier école de la Manufacture textile de Savonnerie, **de petite taille (- 2m)**, pour le site de Lodève (34).
Pour le lot n°3, le prestataire sera amené à effectuer les prestations au sein de son atelier et/ou dans l'espace école, du site de Lodève, de la Manufacture de Savonnerie listé ci-après :
 - Atelier école de la manufacture de Savonnerie à Lodève : 1 allée des licières, 34700 Lodève.

2.6 Connaissance des sites et du parc de métiers à tisser

Pour le lot n°1, un « aller-voir », par le prestataire, des trois lieux d'exécution, - à Paris (75), Beauvais (60) et Lodève (34), - sera organisé au commencement d'exécution du marché. Ces trois « aller-voir », dureront environ 2h sur site, et seront organisés par les interlocuteurs de l'établissement des Manufactures nationales chargés du suivi de l'exécution des prestations (la directrice, l'adjointe à la directrice et les chefs d'atelier de la direction des Manufactures de création d'arts textiles ; la responsable de l'Ecole des arts textiles).

Ces « aller-voir », ont pour objectif de permettre au prestataire d'élaborer une liste exhaustive technique des métiers à tisser. Cette liste exhaustive s'appuiera par ailleurs sur les descriptifs des métiers fournis en annexe de ce CCTP.

A ce titre, le titulaire aura pris connaissance durant la consultation, à la lecture des annexes, des contraintes inhérentes aux sites à savoir les implantations géographiques, l'accès aux métiers à tisser au sein de chaque atelier, les interventions en site occupé et les horaires de fonctionnement.

Les listes des métiers à tisser concernés par ce présent marché sont présentées dans les annexes.

2.7 Accès aux sites

L'établissement des Manufactures nationales s'engage à permettre l'accès du titulaire au(x) site(s) concerné(s) par les prestations qui lui sont confiées à chaque fois que nécessaire.

Seules les personnes désignées pour réaliser les prestations du présent CCTP peuvent avoir accès au site et aux locaux. La présence d'autres personnes (tiers, enfants, etc.) et d'animaux est strictement interdite.

Les jours et horaires d'intervention habituels sont les suivants :

- Ateliers et ateliers école à Paris : du lundi au vendredi, entre 8h30 et 17h ;
- Atelier à Beauvais (Oise) : du lundi au vendredi, entre de 8h30 et 16h30 ;
- Atelier et atelier école à Lodève : du lundi au vendredi, entre 8h30 et 16h30.

Toutefois, pour des installations ou des besoins spécifiques, une intervention en dehors des plages d'intervention susmentionnées peut être autorisée par l'établissement des Manufactures nationales afin de permettre au titulaire d'exécuter son obligation de résultat.

Dans ce cas, le titulaire en fait la demande préalable à l'établissement des Manufactures nationales en confirmant les plages d'intervention souhaitée et les noms des personnels attendus.

Le titulaire peut être autorisé à stationner dans les enceintes des sites des ateliers des manufactures textiles, en cas de besoin et sur autorisation par l'établissement des Manufactures nationales.

Pour chaque lot, le titulaire est placé en situation d'activité en site occupé. Il doit donc prendre toutes les dispositions particulières nécessaires afin de garantir la sécurité des occupants, de réduire au maximum la gêne qui peut leur être occasionnée et de protéger les équipements existants.

2.8 Suivi des prestations et rapports d'intervention

Chaque opération de maintenance et de révision de métier à tisser, de fabrication d'outillage ou de métier « école » doit donner lieu à un rapport d'intervention daté et signé qui atteste de l'exécution des prestations.

Ce rapport d'intervention précise systématiquement :

- La nature de l'intervention ;
- Le métier à tisser et sa localisation ;
- Les fournitures utilisées et le matériel remplacé (quantitatif et qualitatif) : référence, désignation et quantité de pièces changées ;
- L'état du matériel après intervention ;
- Les observations éventuelles constatées sur le métier à tisser ;
- Les préconisations éventuelles ;
- La date de l'intervention ;
- Le nom et la signature du technicien intervenant ;
- Les nom et prénom et la signature du représentant de l'établissement des Manufactures nationales.

Le prestataire reste libre du modèle de rapport d'intervention, dans la mesure où celui-ci contient les éléments listés ci-précédemment.

3. REPRESENTANTS DES MANUFACTURES NATIONALES – SEVRES & MOBILIER NATIONAL

Les interlocuteurs de l'établissement des Manufactures nationales chargés du suivi de l'exécution des prestations sont :

- La directrice, l'adjointe à la directrice et les chefs d'atelier de la direction des Manufactures de création d'arts textiles ;
- La responsable de l'Ecole des arts textiles.

Les demandes de devis émaneront des interlocuteurs listés ci-dessus. Le titulaire s'engage à ne prendre aucune consigne en provenance d'agents de l'établissement des Manufactures nationales autres que les interlocuteurs désignés ci-dessus ou qui n'auraient pas été expressément désignés.

4. MOYENS HUMAINS ATTENDUS

4.1. Garantie générale de compétence

Le titulaire s'engage à ce que le personnel chargé de l'exécution des prestations prévues au présent marché dispose :

- D'un niveau de qualification adapté aux exigences du présent CCTP ;
- D'une formation technique préalable adaptée et suffisante à l'exécution des prestations ;
- Des formations et habilitations réglementaires requises ;
- D'une situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal.

Ces obligations valent pour le personnel du titulaire comme pour celui de ses éventuels sous-traitants.

Le titulaire s'engage également à ce que le personnel chargé de l'exécution des prestations présente le même niveau de qualification, certification, habilitation, expérience que celui présenté dans son mémoire technique.

Le prestataire devra ainsi faire figurer dans le mémoire technique, la présentation de son équipe, de son atelier et ses équipements, et également de ses références professionnelles.

4.2. Equipe affectée au marché

Le titulaire propose à l'établissement des Manufactures nationales une organisation de travail qui permet la réalisation des prestations telles que décrites au présent CCTP, ainsi que l'atteinte des résultats tant qualitatifs que quantitatifs qui lui sont fixés.

- Cette organisation doit également garantir une communication constante entre le titulaire et l'établissement Manufactures nationales et doit proposer des relais tant managériaux et administratifs que techniques.
- Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès des Manufactures nationales pour les besoins de l'exécution du marché. Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification concernant les interlocuteurs désignés.
- Le titulaire est tenu de doter le personnel affecté au marché de tout le matériel nécessaire à la bonne exécution des prestations (outillage, moyens sécurisés d'accès en hauteur...).

4.3 Gestionnaire du marché

Pour chaque lot, le titulaire désigne notamment un gestionnaire du marché chargé du suivi d'exécution et du suivi général du marché, ainsi que son remplaçant en cas d'absence.

Le gestionnaire du marché prend en charge notamment :

- La désignation de l'équipe affectée pour chaque prestation ;
- Le suivi administratif et financier du marché ;
- La coordination générale des prestations et le pilotage du marché.

A ce titre, il doit être en capacité de répondre sur l'ensemble des éléments constitutifs du marché et de faire appliquer les décisions sur ce même périmètre.

Le gestionnaire de marché doit être joignable par téléphone ou par courriel du lundi au jeudi de 9h à 18h et le vendredi de 9h à 17h afin de répondre à toute question/ demande émanant de l'établissement des Manufactures nationales.

4.4 Remplacement à la demande des Manufactures nationales

L'établissement des Manufactures nationales se réserve le droit d'exiger à tout moment et sans indemnité, l'éviction provisoire ou définitive de toute personne participant à l'exécution des prestations pour défaut de probité ou manque avéré de compétences pour l'exécution des prestations (exemples : comportements inappropriés, absence répétée de réponses aux questions et sollicitations des référents marché des ateliers des manufactures, etc.).

4.5 Tenue et comportement du personnel du titulaire

Le personnel du titulaire doit faire preuve à tout instant d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et des patrimoines immobilier et mobilier de l'établissement des Manufactures nationales.

L'usage des matériels et des équipements des locaux de l'établissement des Manufactures nationales lui est interdit, sauf autorisation expresse de l'établissement. Les utilisations frauduleuses font l'objet d'un chiffrage, dont le montant est déduit de la facturation du titulaire.

Le personnel doit se présenter avec une tenue vestimentaire correcte et adaptée à la nature de la prestation à exécuter dans le respect des règles de sécurité et du Code du travail.

Le titulaire doit doter son personnel de vêtements de travail adaptés à ses fonctions, en nombre suffisant par semaine de travail, et permettant par ailleurs d'identifier l'appartenance des agents à son entreprise.

Les agents du titulaire sont tenus de porter ces vêtements lors de l'exécution des prestations.

Le personnel du titulaire doit observer les règles de comportement propres à un environnement professionnel, et notamment :

- Interdiction de fumer ou de vapoter en dehors des lieux prévus à cet effet ;
- Tenue vestimentaire en bon état de propreté (sous réserve des contraintes d'exécution des prestations du présent marché) ;
- Interdiction d'introduire et de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux ou d'y pénétrer en état d'ivresse ;
- Interdiction de manger en dehors des lieux prévus à cet effet ;
- Interdiction d'introduire des marchandises destinées à la vente ;
- Interdiction de solliciter ou de recevoir de quiconque un pourboire quelconque.

Il est précisé que le personnel du titulaire doit user des accès les plus directs, se maintenir dans les locaux désignés pour l'exécution des prestations et ne pénétrer, ni circuler, sous quelque prétexte que ce soit, dans les autres parties des bâtiments.

5 PRESCRIPTIONS GENERALES DES PRESTATIONS ATTENDUES

5.1 Gestion et tenue des stocks

Le titulaire a à sa charge la gestion des stocks de petits consommables, de fournitures et de pièces de rechange. Il est responsable de la conservation de ces matériels en qualité et en quantité, dans ses propres lieux de stockage et dans ceux éventuellement mis à sa disposition sur les sites de l'établissement Manufactures nationales, ainsi que lors des transports, du lieu de livraison à ses magasins et de ceux-ci au lieu de mise en œuvre.

La gestion du stock, sous tous ses aspects, fait partie intégrante de la prestation du titulaire et comprend notamment :

- L'approvisionnement et la réception des pièces commandées ;
- Leur mise en stock et leur maintien en état ;
- L'inventaire permanent mentionnant toute entrée et tout prélèvement ;
- L'actualisation des documents justificatifs.

Dans le cas où des outillages spéciaux sont fournis par le constructeur ou l'installateur d'un équipement, ces outillages sont réputés faire partie intégrante de l'équipement considéré et doivent être maintenus au même titre que celui-ci.

Le titulaire a également à sa charge les moyens d'accès pour les travaux en hauteur, ainsi que les équipements de sécurité du personnel.

5.2 Nettoyage des locaux après prestation

Le titulaire s'engage à laisser et à restituer les lieux dans lesquels il intervient dans le même état de propreté qu'ils étaient avant le démarrage des prestations de maintenance, pendant et après l'exécution de ces dernières.

Il a la charge du nettoyage dit « de chantier », de l'évacuation de ses déchets, pièces détachées et emballages immédiatement après chaque intervention pour tous les locaux dans lesquels une intervention a été effectuée, ainsi que toutes les circulations et autres locaux salis.

Le titulaire prend toutes dispositions lors de ces nettoyages pour que ceux-ci n'engendrent pas de poussières ou autres nuisances. Il emploie à cet effet du matériel adapté et n'utilise en aucun cas le matériel de l'établissement Manufactures nationales ou d'un autre prestataire.

Dans le cas contraire, l'établissement Manufactures nationales se réserve le droit de faire intervenir une société de nettoyage et/ou de collecte de déchets, au frais du titulaire.

Le titulaire s'engage à maintenir en parfait état de propreté et de rangement des locaux mis à sa disposition par l'établissement Manufactures nationales pour l'exercice de sa mission.

5.3 Enlèvement et traitement des déchets

Les déchets résultant de l'exécution des prestations de maintenance, révision et fabrication doivent être gérés et traités par le titulaire, à ses frais, dans le cadre de la législation en vigueur à ce sujet, dont notamment :

- La loi n°75-633 du 15 juillet 1975 modifiée, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux ;
- La loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- La loi n° 92-646 du 13 juillet 1992, modifiée, relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement, loi complétant et modifiant les deux précédentes ;
- La loi n° 95-101 du 2 février 1995 relative aux renforcements de la protection de l'environnement.

Les déchets et emballages ne doivent en aucun cas être mis en vrac dans les containers de l'établissement des Manufactures nationales.

Ils doivent être obligatoirement triés selon leur nature (déchets dangereux, déchets inertes, emballages) et doivent être traités et évacués, conformément à la réglementation en vigueur à ce sujet, et notamment :

- Les déchets classés « dangereux » sont évacués en centre d'enfouissement de classe 1, de même que les emballages ayant contenu des produits classés « dangereux »,
- Les autres emballages doivent obligatoirement être valorisés,
- Les déchets inertes sont évacués en centre d'enfouissement de classe 3.

Les déchets ménagers et assimilés éventuels doivent également être triés.

5.4 Dégradations des locaux de l'établissement des Manufactures nationales

Le titulaire est tenu de maintenir les locaux et leurs installations et équipements en bon état de fonctionnement. Il a la charge de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a détériorées.

Les réparations et remises en état que l'établissement des Manufactures nationales devrait mettre en œuvre à la suite d'un usage anormal de ces installations et équipements par le personnel du titulaire ou à la suite du non-respect des consignes de sécurité par ce même personnel sont facturées au titulaire.

5.5 Objectifs environnementaux

L'établissement des Manufactures nationales encourage le titulaire à réduire son empreinte environnementale au maximum lors de l'exécution des prestations. Le titulaire est force de proposition dans ce domaine, et pourra par exemple :

- favoriser l'utilisation de matériaux locaux ou recyclés ;
- recycler les matériaux remplacés ;
- il peut utiliser des modalités de livraison alternatives au transport routier conventionnel utilisant l'essence ou le diesel comme carburant lorsque cela est possible.

6 SUIVI D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1 Réunion de lancement du marché et mise en place du marché

Pour chacun des 3 lots, une réunion de lancement du marché est organisée en présentiel ou en distanciel à la notification du marché.

La réunion de lancement permet, pour chaque lot, le démarrage d'une phase de mise en place du marché.

La réunion de lancement du marché est organisée a minima entre le gestionnaire de marché et le chargé d'opérations, ainsi qu'avec toute personne ayant un intérêt lié à l'exécution technique, administrative et financière du présent marché.

L'objet de cette réunion est notamment de :

- Présenter l'organisation de l'établissement des Manufactures nationales, son activité et les éventuelles données disponibles (documents, supports, etc.) relatives à l'exécution du marché ;
- Présenter les principaux interlocuteurs/l'équipe affectée au site, leurs rôles et responsabilités, ainsi que les modes de communication entre les différents intervenants et les modalités de reporting ;

- Présenter l'organisation/la coordination du marché et s'assurer de la bonne compréhension des prestations et des exigences/niveaux de qualité attendus ;
- Présenter les modalités de fonctionnement administratif, budgétaire et comptable (suivi du marché, documents attendus, commandes, facturation, etc.) ;
- Rappeler les prestations attendues, la nature des livrables, ainsi que les processus de validation/acceptation des livrables ;
- Rappeler les délais d'exécution et les éventuelles contraintes calendaires. A ce titre, le prestataire devra notamment se conformer aux contraintes calendaires des ateliers et écoles des manufactures textiles ;
- Organiser la phase de mise en place du marché ;
- Fixer la date de l'inspection commune préalable au plan de prévention des risques ;
- Faire un état des documents attendus pour l'établissement de ce dernier.

Cette réunion de lancement du marché fait l'objet d'un compte-rendu établi par le titulaire, et envoyé à l'établissement des Manufactures nationales par mail dans un délai d'une (1) semaine calendaire suivant la date de réunion. Ce compte rendu est réputé être approuvé et accepté par l'établissement des Manufactures nationales si ce dernier n'a pas formulé d'observations particulières/contradictoires dans un délai d'une (1) semaine calendaire suivant sa réception.

Pour le lot 1, cette première phase de mise en place des marchés permet :

- D'élaborer la liste technique des métiers à tisser ;
- De finaliser la constitution de l'équipe du titulaire affectée à chaque lot ;
- D'effectuer l'inspection commune préalable et la rédaction du plan annuel de prévention des risques visés à l'article 7 du présent CCTP.

6.2 Réunion annuelle et rapport d'activité annuel

Pour le lot n°1, une réunion annuelle est organisée entre a minima le gestionnaire de marché et le chargé d'opérations et l'établissement des Manufactures nationales afin d'effectuer un bilan sur les interventions réalisées et à venir, ainsi que d'éventuelles mises au point.

Le titulaire transmet, à cette occasion, à l'établissement des Manufactures nationales la mise à jour de la liste des métiers à tisser et de leurs caractéristiques techniques. Il transmet, de plus, à la même date, un rapport d'activité synthétisant les faits marquants de l'année, ainsi que les préconisations d'améliorations.

De plus, en vue de faciliter les prévisions budgétaires de l'établissement des Manufactures nationales, le titulaire avise l'établissement des Manufactures nationales sur les travaux de maintenance et révision des métiers à tisser, de fabrication d'outillages spécifiques et de fabrication de métiers « école » à prévoir (pièce coûteuse à changer, équipement en fin de vie, installation défectueuse, remise aux normes).

Le titulaire veille, dans ce cadre, à proposer toute mesure visant à limiter le taux d'usure, à améliorer le fonctionnement des métiers à tisser.

6.3 Réunion de fin du marché

Pour chacun des 3 lots, pour ce qui concerne la dernière année du marché, une réunion de fin de marché est organisée environ quarante-cinq (45) jours avant l'échéance du marché entre le titulaire et l'établissement des Manufactures nationales. Elle a pour objectif de faciliter la clôture du marché et la transmission des informations nécessaires à l'exécution des prestations du titulaire entrant.

Le titulaire sortant doit produire la liste exhaustive des installations et équipements de chacun des sites parfaitement mise à jour ; cette liste est présentée au plus tard le jour de la tenue de la réunion de fin de marché.

7 PRESCRIPTIONS D'HYGIENE ET DE SECURITE

7.1 Consignes de sécurité

L'exécution des prestations doit s'effectuer dans le respect des normes et règlements en vigueur.

Dans le cadre de ses activités et pour les locaux concernés, le titulaire se soumet aux dispositions de l'arrêté du 25 juin 1980 et aux dispositions ultérieures approuvant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Pour les autres locaux, le titulaire prend connaissance des consignes de sécurité incendie et en informe impérativement l'ensemble du personnel affecté au site et les agents amenés à y intervenir ponctuellement.

Le titulaire doit par ailleurs prendre toutes les dispositions nécessaires pour :

- Assurer la sécurité de son personnel dans l'exécution des prestations ;
- Assurer la sécurité de son personnel travaillant seul par un équipement de protection du travailleur isolé ;
- Avertir immédiatement l'établissement des Manufactures nationales par tous moyens en cas de constatation d'anomalies ayant une incidence sur la sécurité des personnes et des biens ;
- S'assurer que le personnel travaillant hors de la présence des agents de l'établissement des Manufactures nationales a bien reçu une formation à la conduite à tenir en cas d'incendie et de déclenchement d'une alarme.

Le titulaire s'engage à appliquer sans délai et sans frais supplémentaires les mesures de sécurité particulières ou renforcées, demandées par l'établissement des Manufactures nationales, et notamment celles relatives à la protection des personnes et des biens.

7.2 Equipements de protection individuelle (EPI)

Le titulaire doit doter son personnel d'équipements de protection individuelle à ses frais exclusifs.

La liste des EPI attendus en fonction de la nature des risques encourus dans l'exécution des prestations est détaillée dans le cadre du Plan de prévention des risques du marché établi par l'établissement des Manufactures nationales pour toute la durée d'exécution des prestations et dans les plans de prévention des risques complémentaires rédigés à l'occasion de prestations spécifiques.

7.3 Plans de prévention des risques

7.3.1 Plan principal de prévention des risques (PPPR) annuel

Pour le lot n°1, conformément aux articles R.4511-1 et suivants du Code du travail, le titulaire et l'établissement des Manufactures nationales établissent un plan de prévention des risques qui doit être rédigé et signé par l'ensemble des parties concernées avant le début de l'exécution du marché et, au plus tard, deux (2) jours ouvrés avant la date de prise d'effet du marché, précisée à l'article 1.7 du présent CCTP.

Il est rédigé un plan principal de prévention par site.

Le plan principal de prévention annuel doit définir toutes les mesures de prévention des risques à mettre en œuvre lors des interventions à risques vis-à-vis du personnel du titulaire, ainsi que du personnel et des visiteurs des Manufactures nationales. Il est actualisé chaque année.

Ces mesures portent notamment sur :

- L'accès au site et aux locaux (horaires, identification des intervenants, zones de sécurité, locaux à risques particuliers, etc.) ;
- La manutention et l'utilisation d'engins de transport, de manutention et/ou de levage ;
- La délimitation des zones d'intervention, le balisage et la signalisation des zones et des équipements concernés, le maintien de la circulation des personnes ;
- L'utilisation de produits, matières et énergie présentant des dangers d'incendie, d'explosion, de brûlure, d'intoxication, d'émanation et de pollution ;
- L'utilisation de matériels, outils ou machines ;
- Les travaux à risques et/ou en hauteur ;
- Les travaux en milieu ou accès difficile ;
- Les modalités d'intervention en site occupé.

Sont annexés au plan principal de prévention l'ensemble des documents permettant d'identifier les risques professionnels encourus du fait de l'exécution des prestations, ainsi que l'ensemble des documents réglementaires permettant d'attester de la formation et/ou de la certification d'aptitude du personnel du titulaire chargé d'exécuter les prestations, et notamment :

- Les fiches de données de sécurité (FDS) des produits utilisés ;
- Les fiches techniques des matériels, machines et outils utilisés ;
- Les attestations de formation du personnel du titulaire (travail en hauteur, risque électrique...) ;
- Les habilitations réglementaires du personnel du titulaire (travail en hauteur, risque électrique...).

Le PPPR de chaque site doit être établi, validé et signé par l'ensemble des parties au plus tard deux (2) jours ouvrés avant la date de prise d'effet du marché.

7.3.2 Inspection commune préalable (ICP) principale

Pour le lot n°1, Le PPPR de chaque site est rédigé à l'issue d'une inspection commune préalable (ICP) qui doit rassembler :

- Pour le titulaire, à minima et obligatoirement : le gestionnaire du marché
- Pour le(s) sous-traitant(s), obligatoirement : le représentant du(es) sous-traitant(s) déclaré(s) en charge des interventions sous-traitées

L'absence d'un seul des participants attendus pour lui-même comme pour son(ses) éventuel(s) sous-traitant(s) rend caduque la tenue de l'ICP dans son ensemble.

- Pour l'établissement des Manufactures textiles :
 - Pour le lot n°1 – site de Paris :
 - un membre de la Cellule de prévention des risques
 - les chefs des manufactures des Gobelins, de Beauvais (Paris), de Savonnerie (Paris), et/ou la directrice (ou l'adjointe à la directrice des Manufactures de création d'arts textiles)
 - la responsable de l'école des arts textiles
 - Pour le lot n°1 – site de Beauvais (Oise) :
 - un membre de la Cellule de prévention des risques
 - le chef de la manufacture de Beauvais (Beauvais)
 - Pour le lot n°1 – site de Lodève (Hérault) :

- un membre de la Cellule de prévention des risques
- le chef de la manufacture de Lodève (Lodève)

L'ICP permet d'effectuer l'analyse de l'ensemble des risques professionnels auxquels le personnel du titulaire peut être exposé pendant l'exécution des prestations objets du présent marché et des risques professionnels que cette exécution peut faire courir au personnel de l'établissement des Manufactures nationales.

Sa tenue est un préalable qui conditionne la rédaction du PPPR. Au regard des dates de prise d'effets du marché, les périodes de tenue des ICP pour les différents sites, et pour chaque lot, sont à prévoir entre la 4^e et la 2^e semaine précédant la date de prise d'effet.

7.3.3 Plans secondaires de prévention des risques (PSPR) et ICP associées

Pour le lot n°1, un ou des plans de prévention secondaires de prévention des risques, ainsi que les ICP secondaires qui les précèdent et permettent de les établir, sont requis :

- D'une part, en cas de recours à une nouvelle sous-traitance
- D'autre part, en cas d'exécution de prestations non initialement envisagées et/ou non couvertes par le PPPR, notamment dans le cadre de prestations de maintenance corrective curative qui ne sont, par définition, pas connues à l'avance.

Il est rappelé que le titulaire est tenu de déclarer la(les) entreprise(s) avec la(les)quelle(s) il prévoit une sous-traitance pour l'ensemble de son marché. Dans ce cas, ce(s) sous-traitant(s) principal(aux) est(sont) concerné(s) par le PPPR et l'ICP décrites ci-avant à l'article 7.3 du présent CCTP.

Le titulaire appelé à recourir à une sous-traitance doit :

- Effectuer autant de déclarations de sous-traitance que nécessaire (initiale ou modificative) ;
- Soumettre le(s) nouveau(x) sous-traitant(s) à une nouvelle ICP et un plan secondaire de prévention des risques ;
- Être présent lors de l'ICP et signer le PSPR ainsi établi.

De même, dans le cadre de la mise en œuvre de prestations de maintenance corrective curative, si celles-ci requièrent du matériel et/ou de l'outillage, des méthodologies présentant des risques non précédemment répertoriés et évalués ou se déroulent dans des locaux ou dans des conditions imposées au titulaire non précédemment connus, ce dernier est tenu de se soumettre également à une ICP et à l'établissement d'un PSPR autant de fois que les circonstances l'exigent.

Selon les cas, l'intégration d'un nouveau sous-traitant peut faire l'objet d'une simple mise à jour du PPPR initial, sans que cela n'exonère cependant le titulaire et le sous-traitant concerné de leur participation à l'ICP.

7.4 Travaux par points chauds

Les travaux par points chauds regroupent les opérations d'assemblage (soudures), les opérations d'enlèvement de matières (meulage, ébarbage) ou de désassemblage d'équipements (découpage) et notamment :

- Le soudage au chalumeau à gaz (oxyacétylénique ou aérogaz) ;
- Le soudage à l'arc électrique ;
- L'oxycoupage utilisé pour le découpage de métaux au jet d'oxygène ;
- Les coupages et meulages au moyen de tronçonneuses, meuleuses d'angle ou ponceuses ;
- Tous les travaux susceptibles, par apport de flammes, de chaleur ou d'étincelles, de propager le feu aux locaux.

Lorsque l'exécution des prestations de maintenance et de révision des métiers du présent marché nécessitent des travaux par points chauds, le personnel du titulaire est tenu de faire établir un permis de feu.

Ce permis de feu décrit la localisation des prestations, la nature des travaux par points chauds prévue, la date et les horaires d'intervention prévus. Il est établi par la Cellule de prévention des risques de l'établissement des Manufactures nationales et signé par lui-même et par le personnel du titulaire chargé de l'exécution des travaux par points chauds.

Le permis de feu est établi au maximum pour une journée entière d'intervention. Il doit donc être renouvelé chaque jour si les travaux par points chauds nécessitent plusieurs jours d'intervention.

7.5 Branchements électriques

Le titulaire est tenu d'adapter son matériel aux caractéristiques de l'alimentation électrique du site.

Le calibrage des disjoncteurs du site ne doit en aucun cas être modifié.

Le branchement simultané de plusieurs appareils électriques sur la même prise au moyen de prises multiples est interdit.

Les rallonges, prolongateurs et fiches sont fournis par le titulaire. Ils doivent être clairement identifiables comme lui appartenant et stockés uniquement dans les locaux mis à sa disposition. Ils ne doivent en aucun cas être mis à disposition du personnel des Manufactures nationales.

Tout dommage causé aux installations et équipements électriques par le non-respect de ces consignes ou par un mauvais usage est mis à la charge du titulaire.

Un titre d'habilitation électrique est nécessaire pour le personnel ayant à effectuer des prestations à proximité d'appareils et de machines sous tension (outillage des ateliers notamment).

Si le technicien de maintenance préventive affecté à chacun des sites n'en dispose pas au démarrage des prestations, le titulaire est tenu de procéder à sa formation dans un délai de trois (3) mois après le date de début des prestations et il en fournit la preuve sur demande expresse des Manufactures nationales.

Le titulaire est tenu de fournir une copie de ce titre à l'établissement des Manufactures nationales lors de tout changement de personnel pendant la période d'exécution du marché.

Il est également tenu de procéder aux recyclages réguliers de cette habilitation et de fournir la copie des attestations de recyclage de son personnel pendant la durée d'exécution du marché.

7.6 Matériel de travail en hauteur

Le titulaire prévoit la mise à disposition de l'ensemble des matériels permettant l'exécution des prestations en hauteur dans les conditions réglementaires de sécurité.

7.6.1 Echelles et escabeaux

En vertu des articles R.4323-63 et suivants du Code du travail, il est interdit d'utiliser les échelles, escabeaux et marchepieds comme poste de travail. Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif.

En conséquence, il est ici rappelé que l'usage de ces moyens d'élévation est strictement encadré. Le titulaire doit demander à la Cellule de prévention des risques de l'établissement des Manufactures

nationales l'autorisation préalable d'utiliser ces moyens d'élévation, et ce dans le strict respect des plans de prévention.

Le non-respect de ces consignes peut entraîner des conséquences pour le titulaire : arrêt immédiat de la prestation, mise en jeu de sa responsabilité et pénalités pour non-respect du plan de prévention.

7.6.2 Plateformes et échafaudages

Le titulaire doit être en capacité de fournir, le cas échéant, l'installation de plateformes et/ou échafaudages, roulantes et/ou élévateurs, dans le cadre d'opérations particulières en hauteur.

Il appartient au titulaire de s'assurer que son équipement est conforme aux normes en vigueur, en parfait état de fonctionnement et à jour des vérifications et contrôles de maintenance et de sécurité réglementaires.

Ces prestations doivent s'effectuer en respect des consignes élémentaires suivantes :

- Utilisation d'un matériel dont la conformité aux normes est attestée ;
- Utilisation d'un matériel complet et en parfait état ;
- Montage-démontage en sécurité :
 - Respect de la notice d'utilisation établie et fournie par le constructeur ;
 - Montage, démontage et vérification par un personnel apte et spécifiquement formé.

7.7 Précautions d'usage des matériels et machines

L'utilisation des matériels et machines doit être faite sans causer de dommages aux locaux et installations.

A ce titre, les matériels et machines doivent être équipés de protections permettant d'éviter les chocs, les coups et les traces sur les surfaces (sols, murs, plafonds).

Plus particulièrement :

- Les échafaudages doivent être munis de roulettes en caoutchouc et ne doivent en aucun cas être en contact direct avec les parois verticales, sans protection adaptée ;
- Les extrémités supérieures des escabeaux et échelles doivent être protégés et leurs pieds munis de patins protecteurs ;
- Les angles saillants des matériels et machines doivent être munis de protections.

Tout dommage causé aux installations et équipements par le non-respect de ces consignes ou par un mauvais usage est mis à la charge du titulaire.